

POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS en matière de rayonnements ionisants



www.independentwho.info

Dossier de presse

INDEPENDENTWHO est un mouvement citoyen constitué par un collectif d'individus et d'associations - Brut de Béton, CETIM (Centre Europe Tiers Monde), Contratome Genève, CRIIRAD, Enfants de Tchernobyl Belarus, IPPNW (Suisse) Réseau Sortir du Nucléaire, SDN Loire et Vilaine), Mouvement des Peuples pour la Santé (PHM) - soutenu par une soixantaine d'autres. Il a engagé, depuis le 26 avril 2007, jour anniversaire de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, une action non-violente et des manifestations de longue durée. **L'objectif ?** Obtenir que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) révise l'accord qu'elle a signé avec l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) **le 28 mai 1959 (WHA 12-40)**. Cet accord soumet l'OMS, en matière de rayonnements ionisants, à l'autorité de l'AIEA, le promoteur mondial de l'atome commercial. L'accord de 1959 est la clé pour comprendre la position de l'OMS après l'accident de Tchernobyl : mensonges sur le nombre de victimes et maintien de millions de personnes dans des régions hautement contaminées, sans suivi sanitaire.

Depuis le 26 avril 2007, tous les jours ouvrables de 8H à 18 H, des vigies stationnent devant le siège de l'OMS à Genève pour demander **l'indépendance de l'OMS**. Lettres à la direction de l'OMS, actions, manifestations réclament la **révision de l'accord de 1959** afin que l'OMS accomplisse sa mission : **« amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible »**

SOMMAIRE :

DOSSIER DE PRESSE : Introduction, Communiqués de presse, Information aux députés européens, Manifeste, Appel des professionnels de la santé, Lettre ouverte à la Direction de l'OMS, Échos médiatiques.

ANNEXE - De la construction à l'exploitation du mensonge, Résistances au mensonge.

Contact Suisse : Eric Peytremann: + 41 (0) 22 735 08 77 epeytremann@bluewin.ch

Alison Katz : + 41 (0) 22 797 38 30 katz.alison@gmail.com

Wladimir Tchertkoff : +41 (0)91 945 35 48; +41 (0)79 331 09 75 (portable) eandreoli@vtx.ch

Contact France : Paul Roullaud 0240876047 paul.roullaud@free.fr

Christophe Elain : 0602273632 chris.elain@wanadoo.fr

SITE : www.independentwho.info

SOMMAIRE du Dossier de Presse

DOCUMENTS INDEPENDENTWHO

- Pour une OMS indépendante (p. 3-4)
- Communiqué de presse du 26/03/2011 (p. 5-6)
- Communiqué de presse du 20/04/20011 (p. 7)
- Information envoyée aux députés européens (p. 8)
- Manifeste pour l'Indépendance de l'OMS (p. 9-10)
- Appel des professionnels de la Santé (p. 11-12)
- Résolution proposée aux Etats Membres de l'OMS (p. 13-14)
- Lettre ouverte à Mme CHAN, 22 avril 2009 (p. 15-18)
- Échange de courriers avec l'OMS (2009-2011) (p. 19-23)
- Recommandations au Conseil des Droits de l'Homme (p. 24-30)

- DERNIERS ÉCHOS MÉDIATIQUES :

Le Monde Diplomatique, décembre 2010, *Conséquences de Tchernobyl*. (p. 31)

Le Courrier (Genève) 29 décembre 2010 : *L'impact de Tchernobyl revu à la hausse : près d'un million de morts*. (p. 32-33)

Le Monde du 19/03/2011 : *Troublante discrétion de l'Organisation Mondiale de la santé*. (p. 34)

Le Temps (Suisse) 25/03/2011 : *L'Ère post-nucléaire* (p. 35-36)

Rue89 : *Fukushima, Tchernobyl : « L'OMS répète les chiffres de l'AIEA »*. (p.37-38)

Tribune de Genève (Suisse), 11/04/2011 : *Nucléaire : l'OMS n'est pas libre*. (p. 39)

L'Humanité, 15/04/2011 : *Nagasaki, Fukushima : le second temps du risque nucléaire* (p. 40-41)

- Autres textes voir ANNEXE au Dossier de presse

Pour une Organisation Mondiale de la Santé indépendante

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est garante de la santé des populations dans le monde et fait autorité auprès des États. Elle doit, conformément à sa Constitution, **être indépendante de tout intérêt commercial**. Les affaires successives de l'amiante et du tabac, auxquelles s'ajoutent actuellement les problèmes posés par les pesticides, les polychlorobiphényles ou PCB ... montrent que l'OMS peut être entravée dans sa mission par des lobbies infiltrés. Ce sont là accidents susceptibles de se produire dans toute institution.

Avec l'accord entre l'OMS et l'AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique), signé le 28 mai 1959, (Rés.WHA 12-40), l'Organisation Mondiale de la Santé s'est liée à une agence dont le but reconnu est la promotion commerciale de l'atome civil. Or, cet accord exige que *« chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord »*. (article I §3). L'article III prévoit de *« prendre certaines mesures restrictives pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents »*. Enfin : *« en vue d'assurer une coopération aussi complète que possible... l'OMS et l'AIEA s'engagent à éviter les doubles emplois inutiles dans le rassemblement, l'établissement et la publication des statistiques »* (Art.7).

L'AIEA dépend du Conseil de Sécurité de l'ONU et se trouve ainsi dans une position hiérarchique dominante à l'égard de l'OMS qui ne dépend que du Conseil Économique et Social¹. Que se passe-t-il **lorsqu'il y a conflit d'intérêts** entre l'information et la prise en charge de la santé des populations par l'OMS face à la promotion commerciale du nucléaire par l'AIEA ? **La réponse est dans la gestion de la catastrophe de Tchernobyl.**

L'OMS a mis 5 ans avant de venir sur les lieux, laissant le champ libre à l'AIEA. En novembre 1995, l'OMS a réuni une conférence internationale sur les suites de Tchernobyl. Beaucoup de témoignages se sont révélés inquiétants : les actes de cette conférence n'ont toujours pas été publiés². Six mois plus tard, l'AIEA convoque une autre conférence à Vienne (avril 1996), qui donne ce bilan officiel de la catastrophe, que l'OMS ne remet pas en cause : 32 morts, 200 irradiés, 2000 cancers de la thyroïde chez les enfants ! Ces chiffres, révisés à la hausse le 5 septembre 2005 (une cinquantaine de morts, 400 irradiés, 4000 cancers) sont tout aussi dérisoires, ne tenant aucun compte de l'état de santé des enfants, à 80% malades dans les zones contaminées, ni du nombre de morts et d'invalides parmi les 600.000 à 1.000.000 de liquidateurs qui sont intervenus pour éviter une plus grande catastrophe.

Il suffit pour s'en convaincre de confronter ce bilan avec ce que rapporte l'Ambassade d'Ukraine en France, le 25 avril 2005, concernant ce seul pays : *« 3,5 millions d'habitants*

¹ Témoignage du Dr.Nakajima, directeur de l'OMS en 1995, interviewé à Kiev en 2001 (Cf. *Controverses nucléaires*, documentaire de W.Tchertkoff. www.alerte-verte.com

² Cf. *La catastrophe de Tchernobyl et la santé* de Michel Fernex in *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, L'Harmattan 2001 - <http://tchernobyl.verites.free.fr>

dont 1,3 millions d'enfants ont été fortement irradiés en 1986. 2.646.106 citoyens sont considérés comme victimes, en janvier 2005. Parmi ceux qui vivent encore dans les régions contaminées par des retombées radioactives, 84.7% sont malades. En 2004, 94 % des liquidateurs étaient malades. Chaque année la proportion des malades augmente ».

IndependentWHO demande la révision de cet accord entre l'OMS et l'AIEA, afin que l'OMS redevienne indépendante :

- qu'elle cesse d'être complice d'une désinformation à propos du nucléaire en général ;
- qu'elle soutienne l'effort des chercheurs de l'ex-union soviétique et d'ailleurs, qui tentent d'aider les populations contaminées à lutter contre les effets de la catastrophe de Tchernobyl ;
- qu'elle prenne l'initiative de recherches et de prophylaxie sur le problème controversé de l'irradiation interne par les faibles doses de Césium 137 et autres radionucléides, qui continuent d'être actifs pendant des périodes allant de quelques décennies à des centaines d'années.

Nous estimons que toutes ces recherches doivent être rendues publiques car nulle part nous ne sommes à l'abri d'un accident pour lequel nous n'avons aucune préparation sérieuse à ce jour.

Nos actions :

Depuis le 26 avril 2007, des « **vigies** » **sont devant le siège de l'OMS à Genève**, de 8 heures du matin à 18 heures, les jours ouvrables pour dénoncer cet accord OMS-AIEA et demander à l'OMS de recouvrer son indépendance.

Outre les **tracts**, **pétitions**, **Manifeste** que nous faisons circuler et les événements que nous organisons pour sensibiliser le grand public, nous recueillons des signatures autour d'un **Appel des professionnels de la santé** s'adressant à la fois au Ministre de la Santé de chaque pays et à la directrice de l'OMS.

Nous invitons les délégués des Missions permanentes des États membres de l'OMS à présenter une **Résolution** à l'ordre du jour de l'Assemblée Mondiale de la Santé pour y introduire la révision de l'Accord OMS-AIEA de 1959 en son sein.

INDEPENDENTWHO est un mouvement citoyen animé par un collectif d'individus et d'associations (*Brut de Béton, Contratome Genève, CETIM (Centre Europe Tiers Monde) CRIIRAD, Enfants de Tchernobyl Belarus, PSR/IPPNW (Suisse) Réseau Sortir du Nucléaire, SDN Loire et Vilaine, Mouvement des Peuples pour la Santé (PHM)*) et soutenu par une soixantaine d'autres. Il ne se situe pas au niveau des choix énergétiques, mais s'adresse exclusivement à l'Organisation Mondiale de la Santé qui, par son alliance avec l'AIEA ne peut remplir sa mission constitutionnelle : « agir en tant qu'autorité directrice et coordinatrice dans le domaine de la santé » et « aider à former parmi les peuples une opinion éclairée en ce qui concerne la santé ». Il s'adresse à tout citoyen du monde qui exige que les institutions mettent en œuvre les PRINCIPES qui les fondent

Pour plus d'informations : <http://www.independentwho.info>



Communiqué de presse du 26/03/2011

Fukushima. Si les conséquences sanitaires de Tchernobyl avaient été connues ...

On peut penser que si la vérité sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl avait été dite, depuis 25 ans, les peuples du monde auraient exigé, au minimum, de fermer les vieilles centrales ainsi que celles situées sur des zones sismiques, et d'abandonner toutes nouvelles constructions. **Et les décideurs, ayant dû prendre en compte la voix des populations, le drame de la contamination radioactive, consécutive à l'accident de Fukushima, ne se serait pas ajouté au tremblement de terre et au tsunami dans cette région du Japon .**

Peu de monde sait que le bilan officiel de TCHERNOBYL - cosigné par l'OMS et l'AIEA et paru le 5 septembre 2005 est : **moins d'une cinquantaine de morts, 4000 décès potentiels par cancers**. Ce bilan ne tient aucun compte de l'état de santé des enfants, malades à 80 % dans les zones contaminées et veut ignorer le sort des 600.000 à 1.000.000 liquidateurs dispersés dans l'ex-URSS. L'Ambassade d'Ukraine en Belgique, le 26 avril 2004, annonçait que sur les 260.000 liquidateurs ukrainiens engagés, 25000 étaient déjà morts et 90% des survivants étaient malades.

Pourquoi l'Organisation Mondiale de la Santé cache-t-elle la vérité ?

L'OMS est théoriquement garante de la santé des populations dans le monde et fait autorité auprès des États membres. Elle **devrait, conformément à sa Constitution, être indépendante de tout intérêt commercial**. Pourtant le 28 mai 1959, elle a signé avec l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) un accord par lequel aucune de ces deux agences de l'ONU ne peut prendre de position publique qui puisse nuire aux intérêts de l'autre (accord référencé WHA 12-40). Or, l'AIEA a été constituée en 1957 pour faire la promotion du nucléaire civil.

Un autre bilan de Tchernobyl...

L'Académie des Sciences de New-York a, de son côté, publié dans ses Annales (vol. 1181, décembre 2009) une étude très complète, **indépendante de tout lobby**, intitulée *Chernobyl. Consequences of the catastrophe for people and the environment*, qui synthétise près de 5000 articles et recherches de terrain. Les auteurs estiment à **985 000 le nombre de décès** survenus à cause de Tchernobyl dans le monde entier entre 1986 et 2004.

La mortalité est notamment importante chez les enfants qui vivent dans les zones encore très contaminées et continuent d'absorber, avec la nourriture, des « faibles doses » de Césium 137. Le Dr. Bandajevsky a été le premier à mettre en cause ce polluant radioactif dans les maladies cardiovasculaires, les diabètes. En Biélorussie, l'Institut indépendant Belrad³ continue à mesurer la présence du Césium 137 dans l'organisme de milliers d'enfants dont la charge est allégée par des cures de pectine distribuée par ce même Institut.

Depuis le 26 avril 2007, tous les jours ouvrables, de 8 h à 18 h, des “vigies” veillent devant le siège de l'OMS, au carrefour des Morillons à Genève, pour **demande l'indépendance de l'OMS**. Cette action internationale est soutenue par une large coalition d'ONGs qui veulent que la vérité éclate sur les effets des contaminations radioactives engendrées par les activités de l'industrie nucléaire civile et militaire.

Nous exigeons de l'OMS qu'elle agisse selon sa Constitution et qu'elle le fasse en toute indépendance de l'AIEA, afin notamment de cesser d'être complice d'une désinformation à propos du nucléaire en général.

Nous exigeons qu'elle soutienne l'effort de recherche des scientifiques qui tentent d'aider les populations contaminées, suite à l'explosion du réacteur de Tchernobyl.

Nous exigeons qu'elle prenne l'initiative de recherches et d'une prophylaxie sur le problème controversé de l'irradiation interne par les faibles doses de radionucléides, qui continuent d'être nocifs pendant des périodes allant de quelques décennies à des milliers d'années.

La vigie est aussi assurée par des personnalités du monde scientifique, médical et politique.

Alexey YABLOKOV - Rosa GONCHAROVA –Vassili NESTERENKO

Le 27 avril 2008 à Genève



Participez à la Vigie pour une heure, ! un jour, une semaine ..

Inscriptions Vigies : Paul Roullaud : 00 33 (0) 2 40 87 60 47 paul.roullaud@free.fr

DEUX ÉVÈNEMENTS :

- PARIS les 23 et 24 avril sur le parvis des Droits de l'Homme, Exposition sur les victimes de Tchernobyl-Hommage aux Liquidateurs

- GENÈVE le 26 avril, de 15 h à 18 h entre l'OMS et la place des Nations, une grande vigie et un hommage aux Liquidateurs.

www.independentwho.info

Contact France : Christophe Elain : 00 33 (0) 6 02 27 36 32 chris.elain@wanadoo.fr
Contact Genève : Eric Peytremann : 00 41 (0) 22 735 08 77 epeytremann@bluewin.ch



*Communiqué de presse du 20
avril 2011*

Les liquidateurs de Tchernobyl « liquidés ». Et ceux de Fukushima ?

Dans un communiqué en date du 5 septembre 2005, au sujet des conséquences de Tchernobyl, l'OMS estime à moins d'une cinquantaine le nombre des morts, auxquels elle ajoute 4000 décès à terme. Le sort des 800 000 liquidateurs n'est pas pris en compte.

On peut lire dans le PROJET INTERNATIONAL POUR TCHERNOBYL de 1991, piloté par l'AIEA: « *N'ont pas été non plus pris en compte, dans le projet, les effets sur la santé pour le grand nombre des personnels d'urgence (dits « liquidateurs ») qui ont été introduits dans la région, à titre temporaire, pour la gestion de l'accident et le travail de réhabilitation. La santé de cette population exposée professionnellement ferait l'objet d'une surveillance dans des centres médicaux dans l'ensemble de l'URSS* ». (Cf. Rapport technique -ISBN 92-0-129191-4 © AIEA, 1991.650 pages)

C'est ainsi que l'AIEA a évacué habilement le problème du suivi et de l'assistance médicale des liquidateurs en déléguant ces tâches aux centres médicaux de l'URSS. Elle laissait à l'Etat soviétique le loisir de dissimuler **les conséquences des énormes doses du premier impact** sur ces travailleurs et sur les habitants.

L'OMS, liée à l'AIEA par son accord du 28 mai 1959 (WHA 12-40), **n'a fait aucune démarche autonome pour se soucier de la santé** de ces victimes les plus exposées. Elle ne mit en place aucun protocole de suivi pour rassembler toutes les données possibles en provenance de chaque état, après la chute de l'URSS, fin 1991.

C'est seulement **25 ans après Tchernobyl**, qu'une responsable de l'OMS, Mme Maria Neira, dans un communiqué de presse en date du 13 avril 2011, déclare à propos de FUKUSHIMA : « *Il est important de créer des systèmes de surveillance sanitaire sur dix à vingt ans au Japon afin de mesurer les conséquences à long terme sur la santé de l'accident à la centrale nucléaire de Fukushima*. Elle ajoute : « *Nous avons besoin de créer les fondements pour des études qui devraient être conduites ces dix à vingt prochaines années* ». Dans un article, paru dans le Monde le 15 avril 2011, elle annonce que « *l'OMS va lancer une étude épidémiologique au JAPON... qui devrait débiter une fois passée la phase de la réponse aiguë à la crise nucléaire*. »

D'où les questions qui s'imposent...

Pourquoi « **les fondements pour ces études** » n'ont-ils pas été déjà mis en place au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl ? Pourquoi l'OMS n'est-elle pas déjà sur le terrain de Fukushima, sachant que les premières mesures rigoureuses de la radioactivité subie par les populations les plus exposées sont des données essentielles pour une telle étude épidémiologique ?

**Contact : Contact France : Christophe ELAIN : 06 02 27 36 32 chris.elain@wanadoo.fr
Contact Genève : Eric Peytremann + 41 (0) 22 735 08 77 epeytremann@bluewin.ch**

Pour information : www.independentwho.info

Information envoyée aux députés, aux sénateurs français et aux députés européens

Au moment où les masses d'air, en provenance de FUKUSHIMA se répandent sur l'hémisphère Nord avec des taux de radioactivité que seules l'OMS et l'AIEA peuvent révéler (1), nous entrons dans la 203^{ème} semaine de vigie devant le siège de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à Genève pour demander que cesse la dépendance de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) par rapport à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

L'accord WHA 12-40 que l'OMS a signé avec l'AIEA le 28 mai 1959 stipule notamment :
" Chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord."

Suite à cet accord, l'OMS ne remplit pas sa mission de protection des populations en matière de conséquences sanitaires dues aux contaminations radioactives, notamment celles provoquées par l'explosion du réacteur de Tchernobyl ;

http://independentwho.info/Documents/Com_Presse_23-03-2011_FR.pdf

De la même manière, l'OMS ne va pas être en mesure de remplir sa mission concernant la catastrophe de Fukushima. Nous demandons la révision de cet accord pour une meilleure information des populations.

(1) COMMUNIQUE CRIIRAD 23 mars 2011 - 17h : « Les chiffres relatifs à la contamination de l'air existent mais ils sont confisqués par les Etats ! »

http://www.criirad.org/actualites/dossier2011/japon/11_03_23_Volet1der.pdf



Depuis le 26 avril 2007, le Collectif IndependentWHO manifeste silencieusement tous les jours ouvrables de 8 h à 18 h devant le siège de l'OMS à Genève, pour demander la révision de cet accord afin que l'OMS agisse en toute indépendance dans le domaine de la radioprotection.

Pour plus d'information, visitez notre Site [http:// www.independentwho.info](http://www.independentwho.info)
Contact: info@independentwho.info

Manifeste pour l'indépendance de l'Organisation Mondiale de la Santé

(Paru dans le Journal l'Humanité, le 10 juin 2010)

Pourquoi l'OMS doit-elle demander la révision de l'accord du 28 mai 1959 avec l'AIEA ?

La controverse sur la gestion, par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la « pandémie » de grippe A(H1N1) jette une lumière crue sur l'action de cette agence de l'ONU. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sur la proposition du docteur Wolfgang Wodarg, ancien président de la sous-commission de la santé, a décidé de préparer un rapport qui abordera la question d'une éventuelle connivence entre les fabricants de vaccins et certains experts conseillers de l'OMS.

Nous aimerions que ce souci de transparence s'étende à d'autres domaines, et en particulier à ses rapports avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont l'un des objectifs est la promotion du nucléaire civil. En effet, rares sont ceux qui savent que l'OMS et l'AIEA ont signé un accord, le 28 mai 1959 (WHA 12-40), par lequel ces deux agences de l'ONU ne peuvent prendre de position publique qui puisse nuire à l'une ou l'autre.

Cet accord peut expliquer la désinformation entretenue par l'OMS à l'égard du nucléaire, notamment sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl. Le communiqué du 5 septembre 2005, cosigné par l'OMS et l'AIEA, est un exemple de cette désinformation quand il donne pour bilan « définitif » de la catastrophe une cinquantaine de morts et environ 4000 décès potentiels des suites d'une radio-exposition consécutive à l'accident. Pas un mot sur les centaines de milliers de liquidateurs venus de toute l'URSS pour décontaminer le site. Or sur les 173 000 liquidateurs russes, enregistrés comme victimes malades du fait de leur passage à Tchernobyl, 10% étaient décédés en 2001 et 30% avaient été reconnus comme invalides (*déclaration du Directeur de la Santé de Russie à la Conférence de Kiev sur Tchernobyl en 2001*). Rien, non plus, sur la situation sanitaire des enfants au Bélarus : en 2000, selon le vice-ministre de la Santé, seuls 20 % d'entre eux étaient considérés en « bonne santé », alors qu'ils l'étaient à 80 % en 1985.

Le dernier communiqué commun de l'OMS et de l'AIEA, daté du 24 avril 2009, implique que les territoires affectés par l'accident ne sont plus dangereux pour les populations, qu'il faut seulement « rassurer par des conseils pratiques » et convaincre « d'un retour à la vie normale »... C'est dans ce contexte que l'institut indépendant Belrad, à Minsk (Bélarus), qui mesure depuis 1990 la radioactivité incorporée chez les enfants et les traite par des cures de pectine pour réduire leur taux de césium 137, s'est vu refuser les subsides qu'il demandait à l'Union européenne au motif suivant : « La thématique de votre projet n'est plus d'actualité. »

Or, un ouvrage scientifique, *Chernobyl : Consequences of the Catastrophe for People and the Environment*, d'Alexei Yablokov, Vassily Nesterenko et Alexei Nesterenko, vient d'être publié, dans sa version anglaise, par l'Académie des sciences de New York. Il présente une synthèse de 5000 études de terrain dans les pays contaminés, qui s'inscrit en faux contre le bilan de l'OMS-AIEA.

<http://www.nyas.org/Publications/Annals/Detail.aspx?cid=f3f3bd16-51ba-4d7b-a086-753f44b3bfc1>

Les soussigné(e)s demandent à l’OMS de défendre son indépendance en révisant l’accord de 1959 avec l’AIEA pour :

- **remplir son mandat constitutionnel**, qui est « d’amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible » et d’« aider à former parmi les peuples une opinion éclairée »
- **encourager les études de terrain** sur la contamination radioactive par des chercheurs indépendants qu’on veut ignorer (tel Youri Bandajevsky), avec notamment l’organisation de forums ;
- **soutenir les projets** de ceux qui tentent de lutter contre les effets de la catastrophe.

<http://www.nyas.org/AboutUs/MediaRelations/Detail.aspx?cid=16b2d4fe-f5b5...>

Les premiers signataires

Raymond Aubrac, ancien résistant, Paris. Robert Barbault, écologue, professeur à l’université Pierre-et- Marie-Curie, Paris. Bernard Doray, psychanalyste et anthropologue, Paris. Jean-Pierre Dupuy, philosophe, professeur à l’université Stanford (Californie). Mgr Jacques Gaillot, évêque, Paris. Françoise Héritier, professeur au Collège de France, Paris. Stéphane Hessel, ambassadeur de France, Paris. Corinne Lepage, députée européenne, ancienne ministre de l’Environnement, Paris. Mère Hypandia, Higoumène, monastère de Solan, 30330 La Bastide d’Engras. Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France Libertés, Paris. Edgar Morin, sociologue, philosophe, Paris. Rémi Pagani, maire de Genève (Suisse). Jean-Marie Pelt, président de l’Institut européen d’écologie, Metz. Pierre Rabhi, agro- écologue et écrivain, Ardèche. Michèle Rivasi, députée européenne, Valence. Philippe Roch, ancien ministre de l’Environnement, Russin, Suisse. Jacques Testart, biologiste, Paris. Gérard Toulouse, physicien, membre de l’Académie des sciences, Paris. Jean Ziegler, sociologue, vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l’homme, Genève (Suisse). Et dans l’ex URSS : Hanukova M. Abramovna, sociologue, Saint- Pétersbourg (Russie). Oksana Bezuglaya, étudiante, Kiev, (Ukraine). Vlatcheslav Charskyi, représentant l’ONG du club AGAT, Bishkek (Kirghizistan). Evgeni Gayev, mathématicien, Institut de mécanique des fluides, Kiev (Ukraine). Helen Goncharenko, professeure de radiobiologie, Moscou (Russie). Paul Igor Hadjamberdiev, médecin et écologue, Bishkek (Kirghizistan). Albert Kalashnikov, porte-parole régional (Amour) du parti Yabloko, Blagoveshchensk (Russie). Natalia Kalinina, professeure assistant à la faculté de journalisme de l’université d’État de l’Amour, Blagoveshchensk (Russie). Julia Kalmykova, chef de projet à l’ONG EcoMuseum, Karaganda (Kazakhstan). Valeriya Kotovets, ingénieur, journaliste, Volgograd (Russie). Feodor V. Kronikovsky, retraité, Roshchino (Russie). Yuriy B. Kudriashov, professeur de radiobiologie, Moscou, (Russie). Soniya Kurbanova, Union socialécologique tadjike, Douchanbé (Tadjikistan). Anatoly Lebedev, comité du service d’assistance régionale, Vladivostok (Russie). Ludmila Morozova, écologue, Petrozavodsk (Russie). Dr. Iaroslav Movchan, enseignant, naturaliste, Kiev, (Ukraine). Valeria I. Naydich, radiobiologiste, Moscou (Russie). Irina I. Plevina, radiobiologiste, Moscou (Russie). Vitaly Servetnik, écologue, Mourmansk (Russie). Anatoli Shpunt, physicien, écologue, République de l’Altay (Russie). Sergey Simak, co-porte-parole de l’Union internationale sociale-écologique, Samara (Russie). Alexey Toropov, écologue, directeur régional de l’ONG Agence écologique sibérienne, Tomsk (Russie). Alexey Zimenko, écologue, Moscou (Russie).

Pour toute info : www.independentwho.info

APPEL des professionnels de la santé pour l'INDÉPENDANCE de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

initié par

- **Fran Baum**, Prof. Dépt de Santé Publique, Flinders Univ., Co-Dir. People's Health Movement (Australie)
- **Susanna Beretta-Piccoli**, Pharmacienne, Diplôme Fédéral, Fédération des Pharmaciens Helvétiques (Suisse)
- **Rosalie Bertell**, Ph.D, Epidemiologist, Past Pres. Int. Institut. Concern for Public Health, Regent Int. Physicians for Humanitarian Medicine Geneva, International Science Oversight Committee, Ass. of Organic Consumers (USA)
- **Elena.B. Bourlakova**, Dr med., Prof. Institut Semenov Physique Clinique, Acad. des Sciences Moscou. (Féd. Russie)
- **Christelle Braconnot**, Infirmière, Diplôme d'Etat (France)
- **Marina Carobbio**, Dr med., Conseillère Nationale (Suisse)
- **Blanche Dubois**, Infirmière, Diplôme d'Etat (France)
- **Lena-Marie Glaubitz**, Etudiante en médecine (Allemagne)
- **Lilliane Maury Pasquier**, Sage femme, Conseillère aux Etats (Suisse)
- **Maria Roth-Bernasconi**, Infirmière, Conseillère Nationale (Suisse)
- **Youri.I. Bandajevsky**, Dr med., Prof., ex-Recteur Faculté de Médecine de Gomel (Belarus)
- **Abraham Behar**, Dr med., Prés. As.Française Médecins Prévention Guerre Nucléaire, Past Prés.IPPNWEurope(France)
- **Chris Busby**, Epidémiologiste, Secrétaire Scientifique ECCR (Comité Européen sur le Risque de l'Irradiation) (GB)
- **Denis Fauconnier**, Dr med. généraliste en Corse (France)
- **Michel Fernex**, Dr med., Prof. émérite Faculté de Médecine de Bâle, Prés. Enfants Tchernobyl Bélarus (France)
- **Pierre Flor-Henry**, Dr med., Prof., Dir. Service Psychiatrique adulte Hôpital Alberta (Canada)
- **Claudio Knüesli**, Dr med., oncologiste, Prés. PSR/ IPPNW Switzerland (Suisse)
- **Andreas Nidecker**, Dr med., Prof. radiologie, Faculté de Médecine de Bâle (Suisse)
- **Claudio Schuftan**, Dr med., Consultant Int. santé publique pour OMS, UNICEF, CE, Co-Dir. PHM (Vietnam)
- **Hani Serag**, Dr med., Chercheur en santé publique, coordinateur international PHM (Egypte)
- **Joël Spiroux**, Dr med., Expert santé environnementale Union Rég. médecins libéraux Hte Normandie (France)

adressé à **Madame CHAN, Directrice Générale de l'OMS**

et à notre Ministre de la Santé _____

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a pour mission de résoudre les problèmes de santé publique. À cet effet, elle doit, selon sa Constitution entrée en vigueur le 7 avril 1948, *"aider à former parmi les peuples, une opinion publique éclairée"*. Or, depuis la signature le 28 mai 1959 de l'Accord OMS-AIEA (WHA 12-40), l'OMS paraît soumise à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) pour ce qui concerne les risques liés à la radioactivité artificielle, notamment dans l'étude des conséquences sanitaires de l'explosion de Tchernobyl.

Par le passé, l'OMS a été paralysée dans sa lutte contre le tabagisme passif par les groupes de pression. De la même manière, elle est paralysée par ses liens avec l'AIEA, institution placée au plus haut dans la hiérarchie de l'ONU. L'AIEA dépend du Conseil de Sécurité de l'ONU, d'où elle coordonne la promotion du nucléaire commercial, alors que l'OMS et les autres agences dépendent seulement du Conseil Economique et Social.

L'objectif statutaire principal de l'AIEA est d'« *accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier* ». Or, l'Accord de 1959 ignore le conflit d'intérêts qui en résulte. Il exige que « *chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord* ». L'Accord prévoit aussi, article III, « *... de prendre certaines mesures restrictives pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents* ». Cette confidentialité a conduit à la non-publication des actes de la Conférence OMS de Genève sur « les conséquences de Tchernobyl et d'autres accidents radiologiques sur la santé » (20-23.11.95). Les 700 participants attendent encore les actes de cette Conférence, promis pour mars 1996. Le Dr. Nakajima, alors Directeur Général de l'OMS, confirme en 2001, devant la TV suisse italienne, que la censure des actes est due aux liens juridiques entre l'OMS et l'AIEA¹.

¹ Cf. *"Controverses nucléaires"*, film documentaire de W. Tchertkoff. www.alerte-verte.com

Pour les projets de recherche, « régler la question d'un commun accord », c'est ôter toute liberté à l'OMS dans le domaine des accidents nucléaires. Ainsi, suite à celui de Tchernobyl, on peut lire: - « *Début 1990 L'OMS [est] invitée par le Ministère soviétique de la Santé à mettre sur pied un programme international d'aide. - Mai 1991 Achèvement du Projet International par les soins de l'AIEA* ». C'est donc l'AIEA qui a fourni les plans demandés par le Ministre de la Santé de l'URSS, en lieu et place de l'OMS. Ceci explique que les atteintes génétiques, connues pour être essentielles depuis la publication en 1957 du rapport d'un groupe d'étude réuni par l'OMS sur les « Effets génétiques des radiations chez l'homme » aient été omises, les caries et la santé bucco-dentaire ayant pour l'AIEA une plus haute priorité².

En conséquence, ce sont les promoteurs du nucléaire, l'AIEA en accord avec l'UNSCEAR³ et la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique) qui informent les Nations Unies sur le bilan de Tchernobyl. Ils annoncent 32 morts par irradiation en 1996 ; en 2005, ils en concèdent une cinquantaine et 4000 cancers de la thyroïde chez l'enfant, ⁴sans tenir compte de la mortalité et de la morbidité chez les 600.000 à 800.000 « liquidateurs » qui sont intervenus à Tchernobyl.

Il est urgent que l'OMS vienne en aide à un million d'enfants condamnés à vivre en milieu contaminé par des radionucléides de Tchernobyl. L'irradiation se fait jusqu'à 90% par voie interne, le reste par voie externe. Certains organes concentrent les radionucléides. L'irradiation chronique qui en résulte a des effets délétères sur la santé. Au Bélarus aujourd'hui, 85% des enfants des régions contaminées sont malades ; avant l'explosion, ils n'étaient que 15%.⁵ Le médecin chef de la Fédération de Russie déclarait en 2001 que sur les 184.175 liquidateurs russes enregistrés, 50.000 étaient invalides et 15.000 étaient déjà morts. L'Ukraine a fourni 260.000 liquidateurs. Selon le communiqué de presse de l'ambassade d'Ukraine à Paris publié le 25 avril 2005, 94,2% d'entre eux étaient malades en 2004. Lors de la Conférence de Kiev en 2001, on apprenait que 10% de ces travailleurs sélectionnés, la moitié étant de jeunes militaires, étaient décédés et qu'un tiers étaient gravement invalides. L'ambassade d'Ukraine comptait 87,85% de malades chez les habitants des territoires encore radiologiquement contaminés. La proportion des malades augmentait d'année en année.

Des centaines d'études épidémiologiques, en Ukraine, au Bélarus ou dans la Fédération de Russie⁶ ont établi l'apparition, dans les territoires contaminés, d'une augmentation significative de tous les types de cancers causant des milliers de morts, une augmentation de la mortalité périnatale et infantile, un grand nombre d'avortements spontanés, un nombre croissant de malformations et d'anomalies génétiques, des troubles et des retards du développement mental, un nombre croissant de maladies neuropsychiques, de cécités et de maladies des systèmes respiratoire, cardiovasculaire, gastro-intestinal, urogénital et endocrinien.

Nous, professionnels de la santé, nous nous joignons à ceux qui, depuis plus de dix ans, dénoncent ces dérèglements. Nous demandons avec eux la révision de l'Accord du 28 mai 1959 (WHA 12-40) afin de rendre à l'OMS son indépendance, conformément à sa Constitution.

Nous demandons à notre Ministre de la Santé de faire inscrire, à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Mondiale de la Santé, la révision de cet accord OMS-AIEA, afin que l'OMS puisse à nouveau "agir en tant qu'autorité directrice et coordinatrice, dans le domaine de la santé"; "stimuler et guider la recherche..."; "fournir toutes informations, donner tous conseils et toute assistance dans le domaine de la santé"
⁷, y compris dans le domaine des rayonnements ionisants.

Nom	Prénom	Profession	Adresse	Signature
-----	--------	------------	---------	-----------

Renvoyez à l'adresse suivante: « **Indépendance pour l'OMS** » - Philippe de Rougemont, 71 rue Liotard 1203 Genève – Switzerland.

Plus d'informations: www.independentwho.info

² OMS, Conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl : http://whqlibdoc.who.int/publications/1995/9242561819_fre.pdf

³ Comité Scientifique des Nations Unies pour l'Etude des Effets des Rayonnements Ionisants

⁴ Communiqué de presse de l'AIEA, OMS, UNDP du 5 septembre 2005 : "Tchernobyl, l'ampleur de l'accident".

⁵ Données du ministère de la Santé et de l'Académie des sciences du Bélarus fournies lors des auditions parlementaires en avril 2000.

⁶ « Il est surprenant que le rapport 2 du Forum des Nations unies ne considère pas les multiples publications des chercheurs Ukrainiens, Russes et Biélorusses qui concernent l'excès de la morbidité non cancéreuse chez les enfants vivant dans le territoire contaminé par l'accident de Tchernobyl ».Stepanovna et Coll in <http://www.ehjjournal.net/content/7/1/21>

⁷ Articles 2 a, n et q de la Constitution de l'OMS

Résolution

Pour la Protection de la Santé des populations contaminées par les accidents nucléaires tels que Tchernobyl et Fukushima. Pour la Constitution d'une Commission OMS sur les Rayonnements ionisants et la Santé

Rappelant que le plus grave accident industriel dans l'histoire s'est produit, il y a vingt cinq ans à Tchernobyl, en Ukraine, et que des retombées radioactives ont contaminé de larges étendues de l'hémisphère nord et affecté très sérieusement la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Bélarus.

Etablissant que l'information complète sur les conséquences sanitaires des activités industrielles, y compris celles de l'industrie nucléaire, est nécessaire à la protection de la santé humaine, ainsi qu'à la prévention de la morbidité évitable et de la mort prématurée.

Considérant qu'une telle information doit être complète, à jour, non faussée et basée sur les études réalisées par des instituts de recherches académiques indépendantes.

Préoccupés par le fait que l'OMS peut avoir été empêchée de remplir son mandat constitutionnel relatif aux conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, par l'Accord de 1959 avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Prenant acte du fait que l'accord OMS /AIEA subordonne le travail de l'OMS aux décisions prises par l'AIEA, dont le but principal, tel que défini par ses statuts, est «d'accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité du monde entier».

Préoccupés par le fait que les populations dans les régions les plus contaminées n'ont pas bénéficié d'une attention nécessaire et suffisante en termes de santé, d'appui matériel et social, et de radioprotection pour la contamination radioactive persistante.

Prenant en compte les problèmes sanitaires, multiples et sérieux, des populations vivant dans les régions les plus contaminées, ainsi que ceux de deux groupes nécessitant une aide urgente particulière :

1. les quelque 600,000 ou 1 million de «liquidateurs» envoyés pour éteindre le feu et pour construire le sarcophage, parmi lesquels beaucoup sont morts ou sérieusement malades, ainsi que
2. les enfants, dont les systèmes immunitaires, digestifs et nerveux, les organes internes en plein développement, sont fortement vulnérables à la radiocontamination.

NOUS DEMANDONS À L'OMS :

1. De prendre des mesures immédiates, en collaboration avec les partenaires compétents comprenant l'Office pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), pour s'assurer

que les soins médicaux, les traitements et une radioprotection appropriés seront fournis aux populations vivant dans les régions contaminées.

2. De coordonner en priorité avec les partenaires compétents, l'importation de nourriture propre pour satisfaire tous les besoins nutritionnels des populations vivant dans les régions contaminées et l'exécution d'interventions (telles que l'administration quotidienne de pectine de pomme) connues pour faciliter l'élimination des radionucléides et qui réduisent de manière significative les doses radioactives délivrées aux cellules et aux organes sensibles.

3. D'instaurer une Commission sur les Rayonnements ionisants et la Santé, composée d'experts indépendants pour examiner et étudier scientifiquement les conséquences sanitaires de l'accident de Tchernobyl, en intégrant toutes les études réalisées par les chercheurs indépendants, qui n'ont aucune relation, financière ou autre, avec l'industrie nucléaire ni avec des associations de l'industrie nucléaire, et de rendre compte de leurs résultats à l'Assemblée Mondiale de la Santé, en mai 2014.

4. Au sein de la commission, de créer des groupes de travail pour examiner et faire des rapports sur les preuves disponibles, les lacunes dans la recherche sur des différents aspects de la radiation et santé, et comme priorité, un groupe de travail sur les conséquences sanitaires des doses faibles, internes, chroniques, et un groupe de travail sur les effets sur le génome humain, des sources externes et internes.

5. De publier et de rendre disponible dans leur intégralité, les actes des conférences de Genève en 1995 et de Kiev en 2001 sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl.

6. De réviser l'accord signé entre l'OMS et l'AIEA le 28 mai 1959 (Rés. WHA 12.40) en proposant les amendements qui assureront que l'OMS pourra accomplir son mandat constitutionnel «pour agir en tant qu'autorité dirigeante et coordinatrice sur le travail international de santé», «pour favoriser et conduire la recherche dans le domaine de la santé» et «pour fournir l'information, le conseil et l'aide juridiques dans le domaine de la santé» (article 2a, n et q) dans le domaine des rayonnements ionisants et de la santé.

INVITONS INSTAMMENT LES ETATS MEMBRES :

A mettre en place une recherche indépendante dans les territoires nationaux concernés, ayant pour mission d'étudier la radiocontamination - y compris celle provenant de l'accident de Tchernobyl- ainsi que ses conséquences sur la santé de leurs populations; et d'en communiquer les résultats à la nouvelle Commission OMS sur les Rayonnements ionisants et la Santé.